



# L'OBSERVATOIRE DE L'OPINION

Mai 2006

Baromètre mensuel LH2 – *Libération*

ENQUÊTE PUBLIÉE PAR



LE MARDI 2 MAI 2006

*MAI 2006*

## NOTE TECHNIQUE

---

Sondage réalisé par l'institut LH2 pour *Libération* vendredi 28 et samedi 29 avril 2006 par téléphone.

Échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

## Villepin : l'ampleur de la sanction Clearstream Immigration : un enjeu pluriel

### Après l'affaire Clearstream, un nouveau record d'impopularité pour Dominique de Villepin

La crise du CPE avait infligé à Dominique de Villepin une impopularité plus cuisante que celle qu'avait connue Jean-Pierre Raffarin à la fin de son mandat. Aujourd'hui, l'affaire Clearstream entraîne le Premier ministre vers de nouveaux records de défiance. Avec 20% d'opinions positives seulement, le chef du gouvernement perd 5 points de popularité par rapport au mois dernier et, fait exceptionnel, près de 30 points en quatre mois, par rapport au début du mois de janvier.

Et plus précisément, en termes d'opinion, c'est à droite que Dominique de Villepin paie le prix de l'affaire Clearstream :

- Il est désormais devenu impopulaire au sein de son propre camp : 46% seulement des sympathisants **UMP** ont désormais une bonne image de lui, soit un repli de 13 points par rapport au mois dernier ;
- Le Premier ministre subit également une très lourde sanction auprès des sympathisants **UDF** : uniquement 21% lui accordent leur confiance, contre 50% lors de la dernière mesure réalisée. Ce désaveu actuel est favorisé par les prises de position de François Bayrou en faveur de la démocratisation du régime, de l'honnêteté en politique, et du rapprochement des élus et des électeurs ; en regard de ces exigences, l'affaire Clearstream ne peut qu'infliger un discrédit majeur à l'image du Premier ministre auprès des sympathisants UDF. Par ailleurs, cette dégradation valide la stratégie d'autonomie de François Bayrou à l'égard d'un exécutif dont il a cherché à se démarquer depuis 2002, et que ses sympathisants désavouent aujourd'hui fortement.
- Enfin, Dominique de Villepin est sanctionné par les interviewés proches de **l'extrême droite** ; 26% des personnes déclarant avoir voté en faveur de Jean-Marie Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2002 font désormais confiance au Premier ministre, soit une défection de 9 points par rapport au mois dernier.

Ainsi, sur l'ensemble de la droite, Dominique de Villepin ne recueille plus que 35% de popularité (-11 points).

Au total, l'histoire est amère pour un Premier ministre qui avait pu espérer, à l'orée de la réforme du CPE, fédérer sur son nom une partie des sympathisants de droite qui lui préféreraient Nicolas Sarkozy. C'est un tout autre scénario qui s'est produit ; vu de l'opinion, Dominique de Villepin aura subi une désaffection qu'il aura largement contribué à alimenter : sa gestion de la crise du CPE, et son rôle supposé dans l'affaire Clearstream, l'auront au moins autant affaibli que les manœuvres de son rival, Nicolas Sarkozy.

Avec 20% de popularité, Dominique de Villepin a atteint un seuil menaçant parce que synonyme d'impopularité dans son propre camp. C'est un niveau comparable à celui qu'enregistrait Edith Cresson en mars-avril 1992, avant son départ de Matignon. Dominique de Villepin est désormais un Premier ministre dont l'image est exsangue, et qui ne peut pas faire l'économie d'une reconquête urgente de son crédit auprès des Français.

## Immigration : la diversité des clivages d'opinion

A un an de l'élection présidentielle, la question de l'immigration s'invite de façon massive dans l'actualité : la présentation du projet de loi Sarkozy y contribue (l'examen parlementaire débute mardi 2 mai), ainsi que la publication, par Philippe de Villiers, du livre *Les mosquées de Roissy*.

La présente enquête révèle que la question de l'immigration ne peut pas être appréhendée de façon univoque, qu'elle ne repose pas uniquement sur l'existence, ou non, d'un sentiment xénophobe dominant en France. Plus profondément, la question de l'immigration se décompose en enjeux différenciés, qui suscitent des adhésions spécifiques de la part de l'opinion :

- Une large majorité de Français (76%) souhaite la **régularisation des sans-papiers en situation stable** ;
- Une majorité (54%), allant de l'extrême gauche à l'UMP, mais excluant le MPF et le FN, souhaite que la France soit une **terre d'accueil** ; cette opinion repose sur l'image globale de l'immigration, considérée par une majorité relative d'interviewés (46%) comme un atout pour la France, et non comme un handicap (39%). En revanche, la notion de « terre d'accueil » se heurte notamment à l'idée selon laquelle, pour 61% des personnes interrogées, l'immigration constitue un handicap pour le financement des prestations sociales ;
- L'ensemble de la droite (67%), y compris l'extrême droite est favorable au projet sarkozien d' « **immigration choisie** » (« il faut choisir les immigrés en fonction des besoins économiques de la France »), alors que l'ensemble de la gauche y est opposée (39% des sympathisants de gauche seulement y sont favorables). Ainsi, au total, les opinions apparaissent clivés : 48% des Français souscrivent à l'idée d'immigration choisie, contre 46 % d'un avis inverse ;
- Enfin, une large majorité de Français (61%) est opposée à la **régularisation de tous les sans-papiers**.

Cette géographie politique du rapport à l'immigration éclaire les prises de position de Nicolas Sarkozy : en se faisant le promoteur de l'immigration choisie, le président de l'UMP peut espérer rallier à lui une partie des sympathisants d'extrême droite, et ceci sans tomber dans l'ornière d'une xénophobie affichée.

Plus généralement, à la faveur de ces enseignements, la question de l'immigration apparaît pouvoir s'imposer comme l'un des enjeux déterminants des campagnes électorales en vue de 2007. Parce qu'elle mobilise des électorats différents et parce qu'elle est liée aux préoccupations économiques et sociales des Français, elle peut s'installer durablement au cœur des concurrences Sarkozy-Villiers-Le Pen, et devenir l'une des pierres de touche du scrutin.





## LA POPULARITÉ DU PREMIER MINISTRE. Structures janvier-avril 2006

SOUS-TOTAUX « OPINIONS POSITIVES » En %	6-7 janvier 2006 (dernière enquête réalisée avant la présentation du projet de CPE)	28-29 avril 2006	Différentiel
	▪ Ensemble	49	20
▪ 18-24 ans	52	25	-27
▪ 65 ans et plus	66	33	-33
▪ Cadres	46	17	-29
▪ Ouvriers	39	13	-26
▪ Sympathisants PC-PS-Verts	37	11	-26
▪ Sympathisants UDF-UMP	75	41	-34
▪ Sympathisants UMP	74	46	-28
▪ Ensemble des sympathisants de droite	69	35	-34

Évolution comparée  
des popularités

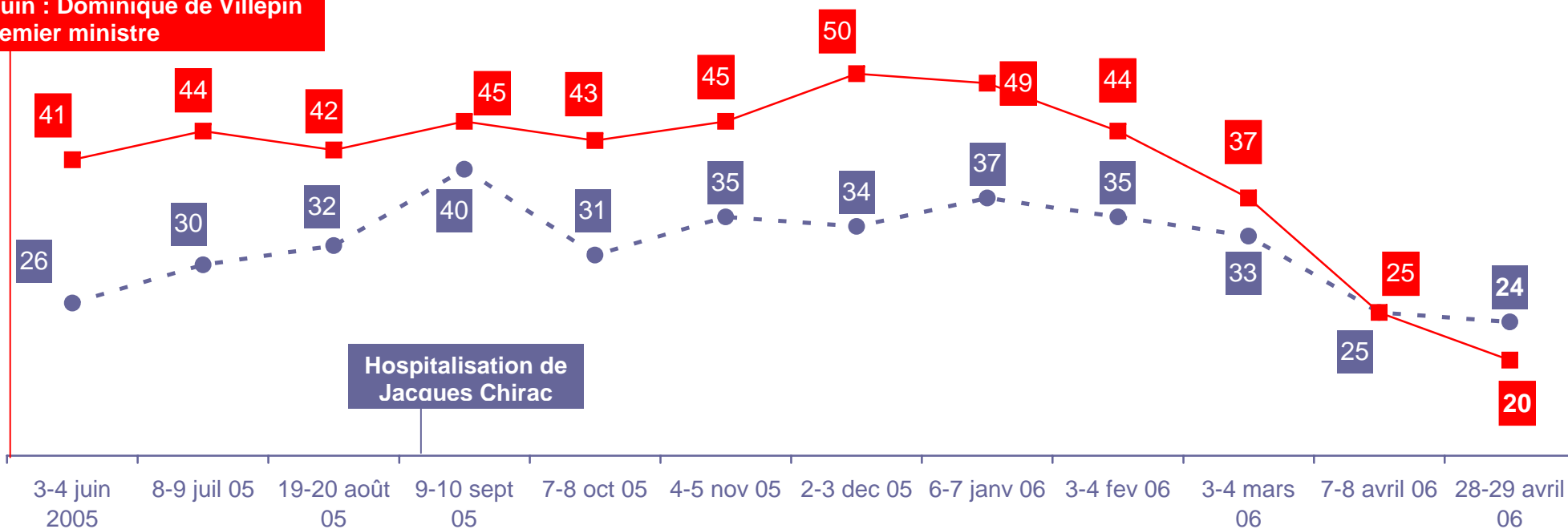
Jacques Chirac

Dominique de Villepin



29 mai 2005 : référendum  
2 juin : Dominique de Villepin  
Premier ministre

Hospitalisation de  
Jacques Chirac

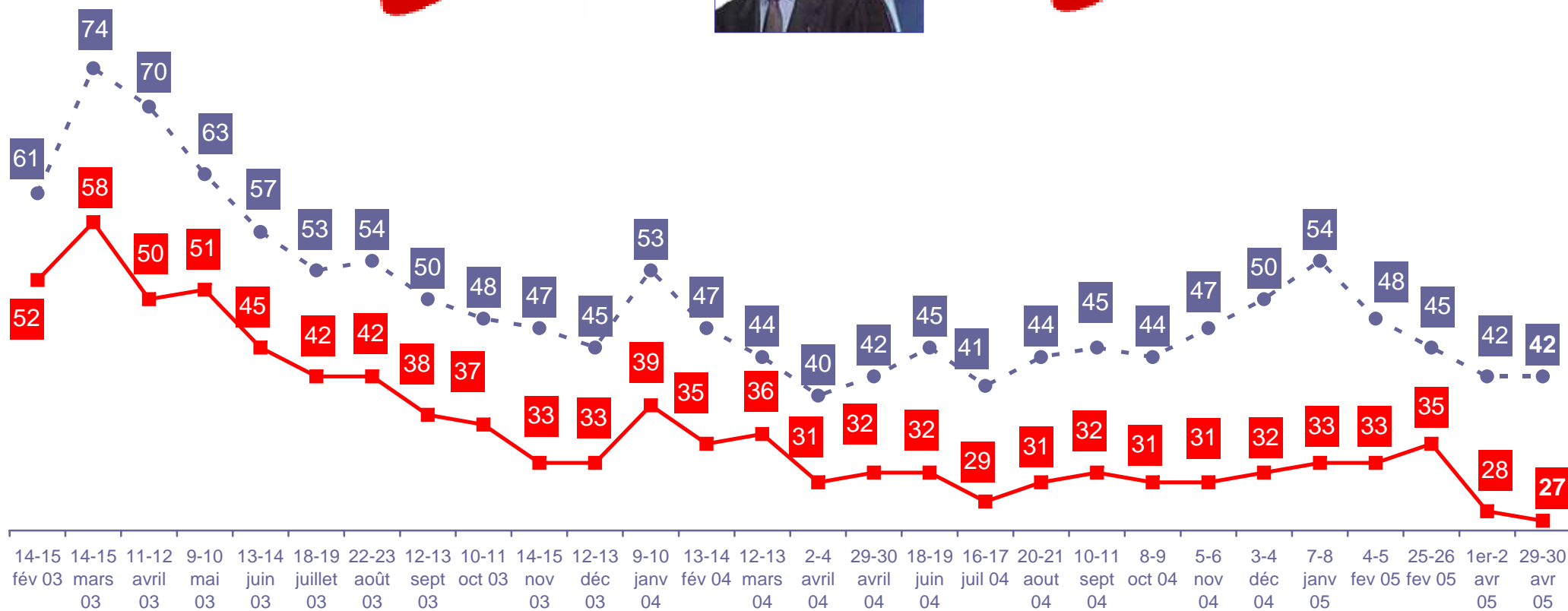


RAPPELS  
CHIRAC RAFFARIN

J. Chirac



J.-P. Raffarin



## LA POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des opinions suivantes concernant l'immigration en France ?

En %	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Ne se prononce pas	Total
▪ Il faut régulariser les immigrés sans-papiers qui sont dans une situation stable (cinq ans de résidence)	76	19	5	100
▪ La France doit être un pays d'accueil pour l'immigration	54	40	6	100
▪ Il faut choisir les immigrés en fonction des besoins économiques de la France	48	46	6	100
▪ Il faut rendre plus difficile le regroupement familial pour les immigrés	34	58	8	100
▪ Il faut régulariser tous les immigrés sans-papiers	32	61	7	100

## LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'IMMIGRATION

Selon vous, l'immigration est-elle un atout ou un handicap...

En %	Un atout	Un handicap	Ni un atout, ni un handicap*	Ne se prononce pas	Total
▪ Pour la France en général	46	39	6	9	100
▪ Pour l'économie française	42	42	5	11	100
▪ Pour l'équilibre des retraites	35	44	6	15	100
▪ Pour la situation de l'emploi	34	49	8	9	100
▪ Pour le financement des prestations sociales	23	61	6	10	100

\* Réponse spontanée